En hausse

ORACLE – Le groupe informatique américain a publié, lundi 18 juin, avec deux jours d'avance, des résultats supérieurs aux attentes, avec un bénéfice net en hausse de 17 %, à 9,98 milliards de dollars (7,91 milliards d'euros) pour l'ensemble de l'exercice 2011-2012.

En baisse

VEOLIA EAU – Le climat social se tend au sein de la plus grosse branche de Veolia Environnement. Pour la première fois depuis 2004, une partie des salariés de Veolia Eau (entre 40 % et 50 % des effectifs) était en grève, lundi 18 juin, pour réclamer des augmentations de salaire.

Les cours du jour (19/06/12, 09 h 39)

EURO	1 euro	**1,2617** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1 615,5** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**82,97** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**2,62** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**1,58** (à dix ans)

Avis de tempête sur l'industrie française

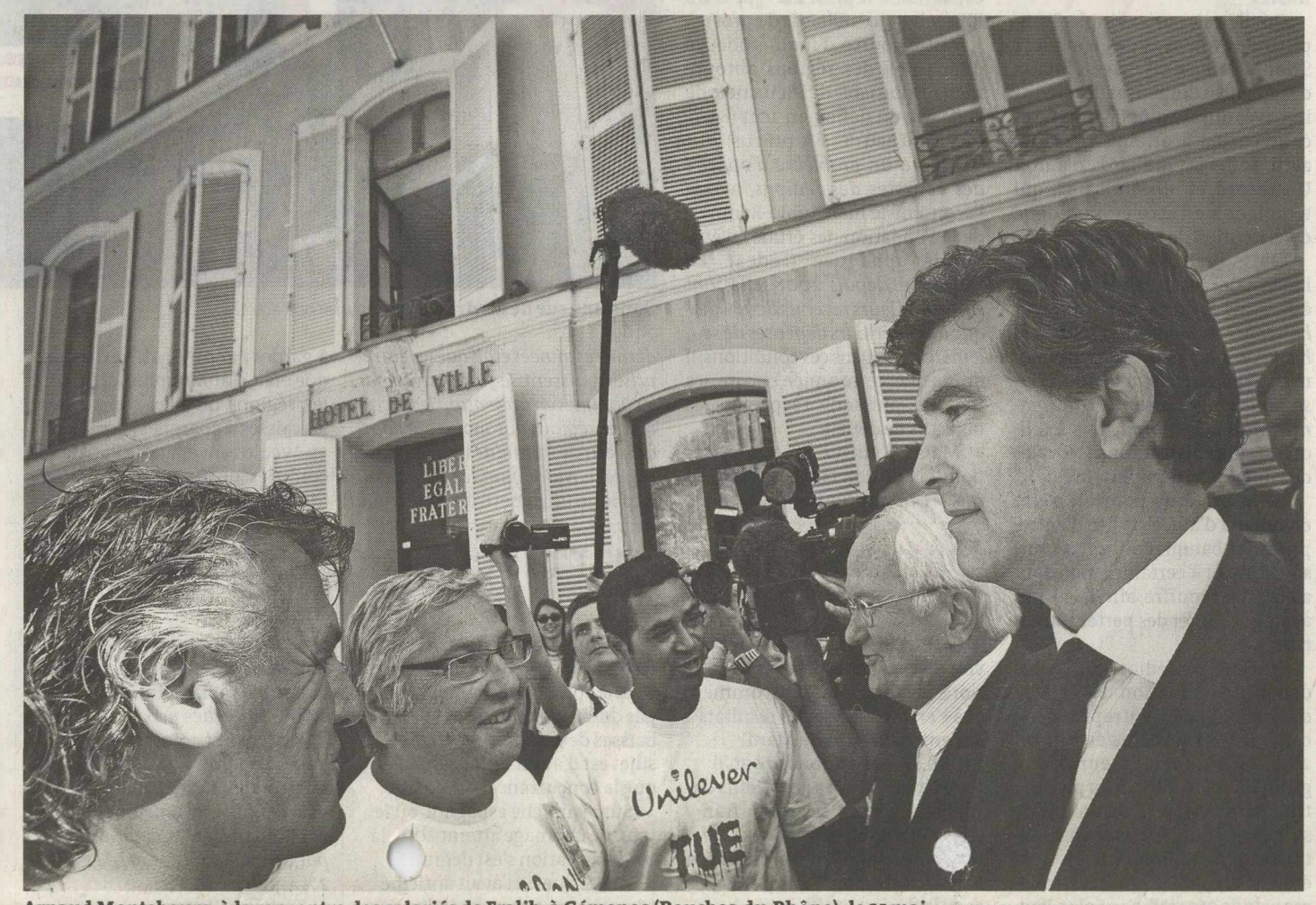
Quelque 139 fermetures d'usines ont déjà été annoncées cette année, soit 36 % de plus qu'il y a un an

Les tissus Mermet la semaine dernière. Les poulets Doux, les contreplaqués Plysorol, et la société de gardiennage Neo Security peu avant. Sans oublier Technicolor à Angers. En vingt jours, une avalanche de faillites vient de frapper la France. Le début de l'année avait déjà été meurtrier, avec le dépôt de bilan d'entreprises comme Caddie ou Surcouf. Mais, depuis quelques semaines, la situation s'aggrave.

Arnaud Montebourg entendait être le ministre du redressement productif. Pour l'heure, le pays connaît une nouvelle phase de désindustrialisation accélérée, et

> Les taux de marge des entreprises françaises sont les plus faibles d'Europe. Même les sociétés espagnoles gagnent mieux leur vie !

Bercy doit avant tout éteindre les incendies qui se déclarent chaque jour. Fralib un jour, Doux le lendemain... Le Comité interministériel de restructuration industrielle, le fameux CIRI symbole de l'Etat-pompier, n'a jamais connu un tel afflux de dossiers.



Arnaud Montebourg, à la rencontre des salariés de Fralib, à Gémenos (Bouches-du-Rhône), le 25 mai. PATRICK GUERDOUSSI/FEDEPHOTO

Les fermetures d'usines, dont le nombre était en baisse régulière depuis le début de 2010, sont aussi reparties à la hausse. Quelque 139 fermetures ont été annoncées depuis le début de l'année, soit 36 % de plus par rapport à la même période de 2011, selon des relevés de l'Observatoire des investissements Trendeo pour *Le Monde*.

A la clé, 8 600 postes menacés. *« L'industrie recommence à supprimer des emplois à des niveaux qui se rapprochent du pic de 2009, tandis que le rythme de création dans les services se calme nettement »*, précise David Cousquer, de Trendeo. La crise de l'euro, ouverte l'été dernier, a mis du temps à se propager à l'industrie française. Mais avec le ralentissement mondial, la stagnation du pouvoir d'achat des ménages et le durcissement du crédit bancaire, les entreprises sont désormais touchées de plein fouet.

Depuis deux mois, leur trésorerie s'est soudainement dégradée, indique l'enquête publiée lundi 18 juin par Rexecode. Les délais de paiement s'allongent. Et, au-delà de quelques faillites spectaculaires, les chefs d'entreprise dans leur ensemble s'alarment.

Le moral des patrons français s'est encore dégradé en juin, pour revenir à ce qu'il était fin 2009, selon le sondage mensuel de l'Insee dévoilé mardi 19 juin. Ils se montrent particulièrement pessimistes quant aux perspectives d'activité de l'industrie en général.

Hausse des prix des fournisseurs, baisse de chiffre d'affaires, crédit plus rare : l'inquiétude des patrons de PME est elle aussi à un niveau record depuis trois ans, montre le dernier baromètre KPMG-CGPME.

Si rien n'est fait, *« des milliers d'entreprises risquent d'aller au tapis »*, pronostique l'économiste Patrick Artus. Car ce coup de froid touche une industrie française très fragilisée, avec des taux de marge déjà parmi les plus faibles. *« Les entreprises sont plus vulnérables qu'elles ne l'étaient en 2008, car elles n'ont pas restauré leur situation financière d'avant-crise »*, mettent en garde les experts de la société d'assurance-crédit Coface.

Les milliards de profits du CAC40 ? Ils donnent une fausse idée de la réalité. *« Pour la plupart, les entreprises cotées gagnent aussi bien leur vie que leurs concurrentes étrangères. Ce sont des groupes mondialisés, qui vont chercher la croissance où elle se trouve, et ne rapatrient souvent qu'une faible fraction de leurs profits dans l'Hexagone*, explique Michel Martinez, économiste à la Société générale. *L'activité en France, elle, est peu rentable et les PME souffrent. »*

Toutes les statistiques convergent : les marges bénéficiaires réalisées par les entreprises sur le territoire national sont tombées fin 2011 à leur plus bas niveau depuis... vingt-cinq ans. Ce qui en fait désormais les plus faibles de toute l'Europe ! Même les sociétés espagnoles gagnent mieux leur vie.

« La France est l'un des pays où les marges ont reculé le plus sensiblement, commente Denis Ferrand, directeur général du centre d'observation économique Rexecode. *En dix ans, le taux de marge y a baissé de 4 points, tandis qu'il progressait au contraire de 10 points en Allemagne. »* Un phénomène centré sur l'industrie, dont les profits se sont effondrés côté français.

Confrontées à un alourdissement des coûts du travail et à la hausse de l'euro, les entreprises tricolores n'ont globalement pas réussi à répercuter cette poussée dans leurs prix de vente. La faute, en partie, à des produits trop banals, pas assez haut de gamme. *« Les industriels qui le pouvaient ont tapé dans leurs marges pour ne pas perdre trop de parts de marché »*, ajoute Denis Ferrand. Les Allemands, eux, ont réussi à relever leurs tarifs, au-delà même de la hausse de leurs coûts. Plus facile de tenir ses prix quand on vend des BMW que des Clio...

Au bout du compte, un cercle vicieux s'est installé : du fait de leurs faibles marges et d'un endettement élevé, les entreprises peinent à réaliser les investissements grâce auxquels elles pourraient monter en gamme et sortir du lot. Si bien que leurs marges se tassent encore... *« Pour en sortir, il faudrait que les Français redonnent une bouffée d'air aux entreprises, donc acceptent qu'elles gagnent plus d'argent »*, note Michel Martinez.

Un vrai défi politique. *« Cela prendra du temps »*, reconnaît l'économiste de la Société générale. D'ici là, bien des noms risquent de rejoindre Doux et Caddie sur la liste des entreprises tombées au champ d'honneur. ■

DENIS COSNARD

« Des milliers d'entreprises risquent d'aller au tapis »

Questions à... Patrick Artus, chef économiste de Natixis

RESPONSABLE des études économiques de la banque Natixis, Patrick Artus est très inquiet pour l'avenir des entreprises françaises, surtout dans l'industrie. Il suggère un transfert important de charges des entreprises vers la contribution sociale généralisée (CSG), afin de leur redonner une bouffée d'oxygène.

La situation se dégrade dans l'industrie. Déjà fragiles, les entreprises ont de moins en moins de quoi investir pour remonter la pente. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

La première réponse consiste à aider les entreprises françaises à monter en gamme, à se différencier, pour qu'elles puissent mieux tenir leurs prix de vente, donc regonfler leurs marges bénéficiaires. C'est le modèle allemand.

Cela nécessite de poursuivre et amplifier les mesures prises en faveur de l'innovation : crédit impôt-recherche, pôles de compétitivité, etc. Mais c'est une politique qui ne porte ses fruits qu'au bout de cinq ou sept ans.

Et en attendant ?

Avec la dégradation actuelle de la conjoncture, des milliers d'entreprises vont aller au tapis si l'on s'en tient là.

Il me paraît donc indispensable, à court terme, de réduire nettement les coûts des entreprises, pour qu'elles retrouvent un peu d'oxygène. Il faut une sorte de choc. L'idée n'est pas de toucher aux salaires, mais de trouver un autre financement pour une partie des charges sociales supportées par les sociétés. Est-ce vraiment aux entreprises et aux salariés de financer la politique familiale, par exemple ? Basculer quelques dizaines de milliards d'euros vers la CSG, donc réduire d'autant le coût du travail, permettrait de créer des centaines de milliers d'emplois.

Alors pourquoi ne le fait-on pas ?

Parce qu'un pareil transfert a un coût politique. Certains vont dire : « Encore un cadeau aux entreprises. » Et les retraités, qui ne paient pas les charges sociales aujourd'hui, n'accepteront pas sans difficulté d'y contribuer.

Le mouvement est donc politiquement délicat. Mais c'est le seul moyen de rapprocher nos coûts de fabrication des prix auxquels nous pouvons vendre nos produits. Si on ne le fait pas, on est morts ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR D. C.

L'aventure d'anciennes ouvrières de Lejaby dans la corseterie made in France

DIX EUROS pour aider la cause et faciliter la création d'une entreprise de corseterie made in France. Les dirigeantes d'un nouvel atelier de façonnage haute couture de lingerie et de maillots de bain, baptisé Les Atelières, qui doit voir le jour cet automne, en ont appelé lundi 18 juin à l'épargne populaire et ont lancé une souscription auprès du public.

Cette initiative est née de la rencontre d'une ancienne déléguée syndicale CFDT de Lejaby, Nicole Mendez, et de la directrice d'une agence de communication, Muriel Pernin. Sur ce *« champ de ruines qu'est l'industrie de la corseterie en France »*, leur objectif est de maintenir vivant ce savoir-faire et de monter, sans doute à Villeurbanne (Rhône), un nouvel atelier de 25 ouvrières.

Elles assurent avoir déjà l'aval d'Alain Prost, le repreneur de Lejaby, pour confectionner les commandes de la ligne haut de gamme qu'il souhaite lancer dès cet été.

Mme Mendez et Mme Pernin veulent créer un nouveau modèle, pas une coopérative mais une entreprise qui *« fonctionnera vraiment avec un management participatif »*, explique Mme Mendez.

Un appel à la générosité

Elle a été de tous les combats chez Lejaby et a vu, au fil des années, les sites de la marque fermer les uns après les autres. Cette fois-ci, elle n'acceptera pas de salaires en dessous de 1 500 euros net et pas de rendement à la pièce, dit-elle. *« Chaque mécanicienne* [couturière] *s'occupera de A à Z de son modèle, en assurant une qualité parfaite »*, promet-elle.

Alors pourquoi ne pas demander classiquement des aides à des partenaires privés, aux banques ou aux pouvoirs publics ? *« C'est déjà fait »*, rétorque Mme Pernin. Elle-même apportera 40 000 euros dans cette aventure, avec un autre associé dirigeant, Richard Llung, qui mettra 10 000 euros dans la corbeille.

« Des business angels nous soutiennent », dit-elle, et le capital de la SAS sera complété par l'association Les Atelières, coprésidée par Mme Mendez. C'est cette structure qui fait appel à la générosité de tous. Leur initiative de maintien du savoir-faire français est soutenue par la préfecture du Rhône, qui devrait financer la formation des petites mains au dernier trimestre.

Quelques recrues viendront des anciens ateliers Lejaby, *« mais nous ne voulons pas que les différents projets sur les anciens sites se cannibalisent »*, explique Mme Mendez. A Yssingeaux (Haute-Loire), les ouvrières travaillent désormais pour un sous-traitant de Louis Vuitton.

Au Teil (Ardèche), un projet de sous-traitance en prêt-à-porter pourrait voir le jour cet automne. A Bourg-en-Bresse (Ain), Assaya Hiridjee, la sœur de la créatrice de Princesse Tam-Tam, pense implanter sa marque de lingerie en soie, tandis qu'à Bellegarde-sur-Valserine (Ain) une société coopérative de lingerie créée par d'anciennes ouvrières de Lejaby est en train de se constituer.

Tant et si bien que Les Atelières ne trouvent plus à recruter suffisamment d'anciennes Lejaby et vont donc former la relève... ■

NICOLE VULSER

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Fortes interrogations sur le réel état de santé de l'Espagne

Le taux d'emprunt à 10 ans a dépassé 7,2 %. Les marchés n'ont plus confiance dans la solvabilité du pays, ni dans ses chiffres et ses prévisions

Madrid
Correspondance

Pas de répit pour l'Espagne. Une nouvelle fois, lundi 18 juin, le taux des emprunts obligataires à 10 ans s'est envolé, dépassant 7,2 % – un taux supérieur à 7 % est jugé critique sur la durée.

L'idée que l'Espagne est une victime collatérale de la crise grecque, comme l'a sous-entendu la semaine dernière le ministre de l'économie, se dégonfle.

Les marchés ont perdu confiance dans le pays, sa solvabilité mais aussi la véracité de ses chiffres et de ses prévisions, et donc dans la capacité du plan d'aide européen de le sauver – il prévoit jusqu'à 100 milliards d'euros pour recapitaliser les banques.

> Autre source d'inquiétude : le déficit réel des régions autonomes, responsable des deux tiers de la dérive du déficit en 2011

Trop de cafouillages au plus haut niveau ont eu raison de la crédibilité du pays. Le déficit public 2011 a été revu à la hausse à de multiples reprises. La dernière fois, en mai, lorsque les régions autonomes de Madrid et de Valence ont reconnu d'importantes corrections qui ont porté le déficit du pays à 6,9 % au lieu de 6,5 % du PIB.

Les besoins des banques ont eux aussi été minimisés. Une semaine avant que Bankia, quatrième banque du pays, ne demande 19 milliards d'euros d'aide au gouvernement, le ministre de l'économie chiffrait à *« moins de 15 milliards d'euros »* la somme nécessaire pour renflouer l'ensemble du secteur financier.

Depuis, malgré les efforts de transparence du gouvernement, qui a demandé un audit indépendant des banques, plusieurs questions taraudent encore les économistes.

Quelle est, par exemple, l'ampleur des impayés des banques ? Selon la Banque d'Espagne, le taux des créances douteuses (les crédits impayés durant plus de trois mois consécutifs) a atteint 8,72 % en avril, soit 152,7 milliards d'euros. Un record en dix-huit ans, qui témoigne de l'accélération de la détérioration de l'économie.

Mais, malgré leur ampleur, l'idée que ces chiffres puissent être sous-estimés persiste. *« Les banques espagnoles ont refinancé beaucoup de crédits aux promoteurs, bien que leur activité ait cessé, pour ne pas assumer une augmentation des impayés »*, explique l'économiste Alfonso Novales de l'université Complutense.

Cette pratique pourrait s'être étendue à d'autres types d'entreprises, les banques offrant un sursis artificiel à certaines, pourtant au bord du gouffre, afin de ne pas avoir à assumer des pertes importantes.

Plusieurs médias ont ainsi dénoncé la situation d'ACS, une des principales entreprises de construction. Sa dette s'élevait, fin 2011, à 9,3 milliards d'euros, et a grimpé à 10,4 milliards au premier trimestre 2012, plus du double de sa valeur boursière. Or son résultat brut d'exploitation en 2011 était de 2,3 milliards et ses bénéfices nets de 961 millions. Selon Reuters, les banques ont encore repoussé jusqu'à 2015 le paiement d'un prêt de 1,4 milliard d'euros qui arrivait à échéance cette année.

Avec l'aggravation de la récession et l'ampleur du chômage, augmenter la couverture des risques d'impayés des entreprises est devenue une nécessité et devrait être l'objet d'une nouvelle réforme du secteur financier.

Mais si les banques doivent supporter des faillites en masse, la facture pourrait exploser pour l'Espagne. Et pour l'Europe. D'autant plus que la dette des entreprises espagnoles représente 134 % du PIB (soit 1 340 milliards d'euros).

Autre source d'inquiétude : le déficit réel des régions autonomes, responsable des deux tiers de la dérive du déficit en 2011 (8,9 % du PIB au lieu des 6 % prévus).

« Il y a un problème d'opacité des comptes des régions, avoue l'économiste Juan Rubio-Ramirez, de la Fondation des études d'économie appliquée (Fedea). *En moyenne, depuis 2008, elles ont surestimé leurs revenus de 7 % chaque année et leurs dépenses de seulement 1 %. »* Dans ces conditions, il doute que, cette année encore, les régions puissent respecter les objectifs de déficit.

Mais d'autres économistes pointent du doigt un autre problème. *« Une pratique courante ces dernières années était que les entreprises puissent se faire payer par les banques en présentant les factures des régions autonomes. A charge pour les banques de se faire payer ensuite par les régions »*, explique un expert, qui demande à garder l'anonymat. Cette pratique était d'autant plus facile pour les régions qu'elles contrôlaient les caisses d'épargne.

Avec le sauvetage de Bankia, les comptes de Bancaja et de Caja Madrid, les deux grandes entités qui la composent, vont être examinés à la loupe. Certains tremblent déjà. *« Dans l'analyse de Caja Madrid, il est fort possible que l'on découvre des dettes cachées »*, craint ce même analyste. ■

SANDRINE MOREL

Dans une rue de Madrid, en juin. DANIEL OCHOA DE OLZA/AP

Danone affecté par la récession espagnole

AVEC LA CRISE qui persiste, le pouvoir d'achat des Espagnols se détériore. La consommation commence à s'en ressentir, et les résultats des entreprises aussi. Mardi 19 juin, Danone a annoncé qu'il révisait à la baisse ses objectifs de marge pour 2012. Le groupe français doit composer avec des consommateurs qui ont tendance à bouder ses yaourts ou autres desserts lactés, au profit de marques premier prix.

« Nous avons décidé d'ajuster notre objectif de marge qui passe de stable à en baisse de 50 points de base », affirme Pierre-André Térisse, directeur général finances de Danone, qui ajoute : *« Cela nous donnera une flexibilité, des moyens d'actions pour un soutien renforcé de nos marques mais aussi pour rendre nos produits plus compétitifs. »*

Danone, dont l'action a chuté de 6,5 % à l'ouverture de la Bourse à Paris après cette annonce, n'a pas donné d'indications sur les baisses de prix envisagées. Le sujet est d'autant plus sensible que la concurrence s'intensifie.

Sur le marché espagnol, où le taux de chômage atteint 20 %, la consommation s'est dégradée plus vite que ne l'avait anticipé Danone. Or ce marché est important pour le groupe : il pèse 8 % de ses ventes, à comparer aux 11 % que représentent ses deux marchés leaders (ex-aequo), la France et la Russie.

Coût des emballages

Même si le moindre appétit des Espagnols pour ses produits est le principal souci du groupe dirigé par Franck Riboud, il n'est pas le seul. Le leader mondial du yaourt est aussi affecté par la hausse des matières premières alors qu'il tablait plutôt sur une stabilisation des prix.

Principaux points noirs : la hausse du prix du lactosérum des laits pour enfants, la hausse du prix du lait, mais surtout du coût des emballages. *« Cela se traduit par un coût additionnel de 1 % à 2 % »*, précise M. Térisse.

Toutefois, le groupe a réitéré ses objectifs de croissance de chiffre d'affaires de 5 % à 7 % en 2012. Les ventes avaient bondi, en 2011, de 7,8 %, à 19,3 milliards d'euros, dont plus de la moitié réalisée, pour la première fois, dans les pays émergents.

L'entreprise compte sur le dynamisme des pays émergents, mais aussi des Etats-Unis pour compenser les pressions auxquelles sont soumis les marchés européens.

M. Térisse a précisé que le plan de retour à une croissance rentable des activités en Russie se réalise conformément aux objectifs, voire au-delà. Danone a misé gros dans ce pays en créant, en 2010, une coentreprise avec Unimilk. Or, une baisse de la consommation avait entraîné, en 2011, un repli des ventes locales. Pour 2012, la priorité d'Unimilk est de renouer avec la croissance.

Danone a aussi confirmé les bons résultats de son offensive sur le marché du yaourt grec au Etats-Unis, avec sa marque Oïkos. Le français avait tardé à prendre la mesure de l'engouement des Américains pour ce produit.

Enfin Danone, a renouvelé son objectif de *cash-flow* (flux de trésorerie) pour 2012 à 2 milliards d'euros. ■

LAURENCE GIRARD

Au G20, les Européens ne veulent « pas recevoir de leçons »

Les moyens d'intervention du FMI en cas de crise seront renforcés de 455,9 milliards de dollars

Los Cabos (Mexique)
Envoyé spécial

Au premier coup d'œil, tout n'est que luxe, calme et volupté dans la station balnéaire mexicaine de Los Cabos, qui accueille, depuis lundi 18 juin, le septième sommet du G20.

A y regarder de près, ce lieu de villégiature de standing, installé à l'extrémité de la basse Californie, est sous surveillance, comme en témoignent le ballet des hélicoptères de l'armée et les soldats en tenue camouflée qui patrouillent sur les plages de sable blanc.

Une métaphore de la tension qui règne autour de ce forum des grandes puissances et des pays émergents, censé rétablir un minimum de confiance dans l'économie mondiale ?

Plus que jamais, les dirigeants de la zone euro, mis en demeure de trouver enfin une issue pérenne à la crise de la dette, y sont sur la sellette. Un ministre français présent au Mexique en convenait : *« Dans d'autres circonstances, on parlait des difficultés américaines. Là, plusieurs intervenants considèrent que le problème est la zone euro. »*

Quelques heures avant l'ouverture du sommet, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et Herman Van Rompuy, président de l'Union européenne, s'étaient employés à déminer le terrain. *« Nous ne sommes pas responsables de tous les problèmes économiques du monde »*, contre-attaquait M. Van Rompuy, appuyé par M. Barroso, qui rappelait que *« cette crise vient d'Amérique du Nord »*. Placés en position d'accusés, tous deux ont choisi de répondre sur un mode offensif : *« Nous ne sommes pas venus au G20 pour recevoir des leçons de démocratie »*, a tonné M. Barroso.

Dans ce contexte, les déclarations de ce négociateur français, sur les rapports franco-allemands avant le sommet de Bruxelles, le 28 et le 29 juin, semblaient optimistes : *« Je ne dis pas que tout est simple, mais il n'y a pas de crispation »*, assurait ce conseiller du chef de l'Etat, qui évoquait de *« vraies convergences et un vrai consensus européen »*.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais cette présentation n'a que modérément résisté à l'épreuve des faits et des déclarations, en particulier celles de David Cameron, qui a préconisé que *« le cœur de la zone euro, la Banque centrale européenne* [BCE] *y compris, doit faire davantage pour soutenir la demande et partager le fardeau de l'ajustement »*.

En marge du G20, le premier ministre britannique se faisait en outre un plaisir de railler la taxation à 75 % des revenus supérieurs à 1 million d'euros, proposée par le président François Hollande, allant jusqu'à suggérer de *« dérouler le tapis rouge »* pour les entreprises françaises qui souhaiteraient y échapper. *« Je ne sais pas comment on fait pour dérouler un tapis rouge au travers »* de la Manche, *« il risque de prendre l'eau »*, s'est amusé, mardi, le ministre français du travail, Michel Sapin, qui venait de rencontrer l'ensemble des partenaires sociaux au niveau du G20.

La zone euro et ses dissensions ont donc, fort logiquement, constitué le point dur de la première session de travail du G20, qui a duré quatre heures, lundi. Nombre d'intervenants ont mis l'accent sur la question, mais de façon moins agressive qu'on ne pouvait le craindre, les pays émergents faisant part de leurs propres difficultés comme la Chine, ou donnant leurs recettes pour en sortir, comme la Colombie.

> « Nous ne sommes pas responsables de tous les problèmes économiques du monde »
> **Herman Van Rompuy**
> président de l'UE

La chancelière Angela Merkel a affirmé que l'Allemagne était consciente de ses responsabilités et de la *« nécessité de l'intégration et de l'union bancaire »*. Le président Barack Obama a donné beaucoup de conseils aux Européens comme aux émergents, mais sans détailler la façon dont les Etats-Unis s'y prendraient pour réduire leur dette. Le président russe, Vladimir Poutine, a jugé celle-ci aussi menaçante que la dette européenne. Le premier ministre canadien, Stephen Harper, a été le plus *« donneur de leçons »* à la zone euro.

M. Hollande a pris la parole l'un des derniers pour rappeler quatre nécessités : coordonner les politiques économiques ; *« combler les déficits budgétaires, mais à un rythme raisonnable, sans quoi on aboutit à l'effet inverse »*, tout en stimulant la croissance ; préserver la stabilité des prix des matières premières et des mouvements de capitaux ; et, enfin, mettre en place une régulation financière complétée par des pare-feu européens et mondiaux.

De ce point de vue, le G20 a fait un nouveau geste pour rassurer les marchés : avec le renfort des pays émergents, 37 membres du Fonds monétaire international (FMI) ont promis, lundi, de renforcer de 455,9 milliards de dollars (361 milliards d'euros) les moyens d'intervention du Fonds en cas de crise. On attendait 430 milliards.

Les principaux prêteurs sont la zone euro (197,9 milliards), le Japon (60), la Chine (43), l'Arabie saoudite, la Corée du Sud, le Royaume-Uni (chacun pour 15 milliards). Ces fonds seront débloqués lorsque les 380 milliards de dollars encore en caisse seront épuisés. ■

DAVID REVAULT D'ALLONES
AVEC ALAIN FAUJAS (À PARIS)

En Allemagne, les anti-euro veulent créer leur parti

Un parti anti-euro est-il en train de se constituer à la droite de l'échiquier politique allemand ? Lundi 18 juin, plusieurs personnalités ont présenté une lettre enjoignant à Angela Merkel d'*« arrêter »* sa politique européenne actuelle et de dire, notamment, combien coûterait à l'Allemagne un nouveau défaut partiel de la Grèce sur sa dette.

Parmi les quarante signataires de cette lettre, qui envisagent un retour au deutschemark, figurent une majorité d'universitaires et divers responsables d'associations. Le premier d'entre eux, Hubert Aiwanger, est le président des « Electeurs libres », une organisation politique essentiellement présente en Bavière mais qui, samedi 16 juin, a décidé de franchir le pas et de présenter des candidats au Bundestag lors des élections de 2013. Son programme : la sortie de l'euro.

Certes, aujourd'hui, ce groupuscule est marginal : 3 000 adhérents revendiqués dans tout le pays, dont 1 800 en Bavière. Mais d'autres personnalités plus médiatiques sont sur la même ligne, comme Hans-Olaf Henkel, ancien président des industries allemandes (BDI) et auteur d'un best-seller sur la création d'un euro pour le nord de l'Europe et un autre pour le sud.

La fédération des entreprises familiales s'oppose aussi à la politique européenne du gouvernement, tout comme l'Union des contribuables allemands.

Refusant les étiquettes de « populistes » ou d'« anti-européens », ils s'opposent en tout cas, tous, au mécanisme européen de stabilité (MES). Pour eux, le MES est une catastrophe pour l'Europe. Au lieu d'une Europe fondée sur *« la compétitivité, la subsidiarité, la responsabilité individuelle »*, le MES conduit, à leurs yeux, à une Europe qui repose sur *« l'harmonisation, un Etat central et la mutualisation »* des dettes nationales.

« Même si une grande majorité au Bundestag approuve cette loi, il y a de toute évidence une majorité silencieuse dans la population qui aimerait voir cette loi rejetée », a expliqué, lundi, Hans-Olaf Henkel, qui se voit comme le *« porte-voix »* de cette majorité silencieuse.

Jusqu'à présent, la CDU a traité ces contestataires avec mépris. A court terme, le gouvernement allemand peut d'ailleurs se féliciter que le SPD se dise prêt à voter le pacte budgétaire, dès le 29 juin. Mais, même s'ils n'ont pour le moment pas voix au chapitre politique, ces opposants au mécanisme européen de stabilité, voire à l'euro, ne sont sans doute pas aussi marginaux que les partis installés veulent bien le dire. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE
(BERLIN, CORRESPONDANT)

Le Monde
Mercredi 20 juin 2012

74

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Malgré le vote grec, les marchés restent sceptiques sur l'avenir de la zone euro

Les grands indices européens évoluent sans enthousiasme, les taux espagnols flambent

La catastrophe redoutée n'a pas eu lieu, mais l'euphorie est bien loin. Au lendemain du scrutin grec qui a vu le parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND) l'emporter d'une courte tête face à la gauche radicale de Syriza, les investisseurs financiers sont restés singulièrement circonspects, lundi 18 juin.

Après avoir ouvert en hausse, les principales places boursières européennes ont clôturé la journée sur une tendance stable – le CAC 40 a reculé de 0,7 %. L'Espagne et l'Italie ont fini dans le rouge : la Bourse de Madrid a perdu 2,96 % et celle de Milan, 2,85 %. Mardi, à l'ouverture, régnait le même attentisme.

Antonis Samaras, leader de ND, s'est pourtant prévalu lundi soir, après une série de rencontres avec des dirigeants des partis, d'un accord de principe avec le socialiste Evangelos Venizélos, arrivé en troisième position. M. Samaras va *« poursuivre mardi les tractations pour former un gouvernement de salut national »*.

Pourtant, comme une semaine plus tôt avec le plan de 100 milliards d'euros maximum pour recapitaliser les banques espagnoles, cette issue espérée depuis longtemps par les investisseurs n'a pas levé toutes les inquiétudes.

Antonis Samaras, le leader de Nouvelle Démocratie, lundi 18 juin à Athènes. YORGOS KARAHALIS/REUTERS

Mal profond

« Les marchés s'éloignent certes d'un scénario de sortie de la Grèce de la zone euro à court terme. Ils ont été rassurés par le principe d'un gouvernement stable capable de servir d'interlocuteur à l'Union européenne et de renégocier au moins partiellement le plan d'aide avec la "troïka" [Banque centrale et Commission européennes, FMI], souligne Amélie de Montchalin, économiste chez Exane BNP Paribas. *Mais ils savent aussi que, sans croissance, la situation du pays n'est pas tenable. La charge d'intérêt de la dette grecque représente 7 % du produit intérieur brut* [PIB], *alors que le déficit primaire* [hors charge de la dette] *n'est que de 2 %, signe que le pays a déjà fait beaucoup d'efforts. »*

Surtout, les investisseurs ont déjà les yeux rivés sur les autres points faibles de la zone euro, à commencer par Madrid. *« L'Espagne vole la vedette à la Grèce »*, ironisent les analystes d'Aurel BGC. Le mal dont souffre Madrid apparaît de plus en plus profond : plus qu'un hypothétique risque de contagion, c'est son système bancaire déliquescent qui gangrène le pays. La tension était d'ailleurs palpable, lundi et mardi matin, sur le front des emprunts d'Etat : les taux espagnols à 10 ans ont bondi au-delà des 7 %. Une première depuis la création de la zone euro et *« un niveau record insoutenable sur le long terme »*, juge Nordine Naam, stratégiste chez Natixis.

« La situation espagnole fait craindre que le pays ait besoin d'une nouvelle aide européenne. Ce qui transformerait de nouveau la crise bancaire en crise souveraine », souligne Mme de Montchalin. Les créances douteuses dans le bilan des banques ibères atteignent le chiffre record de 152,7 milliards d'euro, soit 8,72 % de l'encours total du secteur. Et l'agenda des prochains jours s'annonce chargé. Après le sommet du G20 jusqu'à mardi soir, les dirigeants français, allemand, espagnol et italien se rencontreront vendredi, avant le conseil européen des 28 et 29 juin. De quoi espérer des avancées, mais aussi faire redouter moult petites phrases et déclarations promptes à semer le trouble chez des investisseurs déjà sur les nerfs. ■

CLÉMENT LACOMBE ET AUDREY TONNELIER

La taxe sur les transactions financières sera relevée

Bercy envisage de relever le taux de la taxe sur les transactions financières. Et de le porter de 0,1 % du montant de la transaction à un niveau qui restera inférieur à 0,3 %, selon *Les Echos* du mardi 19 juin. A l'origine de cette décision, le rendement financier qui, au taux de 0,1 %, n'atteignait pas les objectifs attendus, à savoir 1,1 milliard d'euros par an. Paris et Berlin mettent par ailleurs la pression sur la présidence tournante de l'Union européenne, le Danemark, pour mettre en place une procédure dite de *« coopération renforcée »*, qui permettrait de lancer cette taxe au niveau européen sans l'accord unanime des Vingt-Sept. Neuf pays de la zone euro se sont dits intéressés. Une telle procédure pourrait être lancée dès cet été.